

The Agreement was
previously published
as Cmnd. 4769



UNIVERSAL
POSTAL UNION

Treaty Series No. 74 (1973)

Insured Letters
and
Boxes Agreement

[with Detailed Regulations]

Tokyo, 14 November 1969

[The United Kingdom notification of approval was deposited
on 30 June 1972]

*Presented to Parliament
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
by Command of Her Majesty*

August 1973

LONDON
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

45p net

Cmnd. 5356

CONTENTS

	<i>French Text</i>	<i>English</i>
	<i>Page</i>	<i>Translation</i>
		<i>Page</i>
1. Insured Letters and Boxes Agreement	3	53
2. Detailed Regulations for implementing the Insured Letters and Boxes Agreement	35	64
3. List of Forms	46	73
4. Ratifications, Approvals and Accessions	—	79

Note: The authentic texts of the above instruments are in the French language only. The English translations have been prepared by the Ministry of Posts and Telecommunications.

ARRANGEMENT
CONCERNANT
LES LETTRES ET LES BOÎTES
AVEC
VALEUR DÉCLARÉE

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art.

1. Objet de l'Arrangement
2. Déclaration de valeur

CHAPITRE II

CONDITIONS D'ADMISSION

3. Conditions de poids et de dimensions
4. Objets passibles de droits de douane
5. Interdictions
6. Traitement des envois admis à tort

CHAPITRE III

TAXES ET DROITS

7. Taxes
8. Franchise postale
9. Conditions d'exportation et d'importation et droits

CHAPITRE IV

RESPONSABILITÉ

10. Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales
11. Non-responsabilité des Administrations postales
12. Responsabilité de l'expéditeur
13. Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales
14. Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

15. Application de la Convention
16. Bureaux participant au service
17. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution
18. Mise à exécution et durée de l'Arrangement

ARRANGEMENT
CONCERNANT
LES LETTRES ET LES BOÎTES
AVEC
VALEUR DÉCLARÉE

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, § 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, § 3, de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant :

CHAPITRE I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier

Objet de l'Arrangement

1. Des lettres contenant des valeurs-papier ou des documents de valeur ainsi que des boîtes contenant des bijoux ou autres objets précieux peuvent être échangées entre les Pays contractants avec assurance du contenu pour la valeur déclarée par l'expéditeur.

2. Les lettres avec valeur déclarée peuvent aussi contenir des objets autres que des valeurs-papier ou des documents de valeur dans les relations entre les Pays dont les Administrations postales acceptent les objets passibles de droits de douane dans cette catégorie d'envois en vertu de l'article 4.

3. Ces envois désignés sous le nom de « envois avec valeur déclarée » comprennent les « lettres avec valeur déclarée » et les « boîtes avec valeur déclarée ».

4. La participation à l'échange des boîtes avec valeur déclarée est limitée aux Pays contractants qui déclarent assurer ce service.

Article 2

Déclaration de valeur

1. Le montant de la déclaration de valeur est en principe illimité.

2. Chaque Administration a, toutefois, la faculté de limiter la déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à un montant qui ne peut être inférieur à 5000 francs ou au montant adopté dans son service intérieur s'il est inférieur à 5000 francs.

3. Dans les relations entre Pays qui ont adopté des maximums différents, la limite la plus basse doit être observée de part et d'autre.

4. La déclaration de valeur ne peut dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur; le montant de la déclaration des papiers représentant une valeur à raison de leurs frais d'établissement ne peut dépasser les frais de remplacement éventuels de ces documents en cas de perte.

5. Toute déclaration frauduleuse d'une valeur supérieure à la valeur réelle du contenu d'un envoi est passible des poursuites judiciaires prévues par la législation du Pays d'origine.

CHAPITRE II

CONDITIONS D'ADMISSION

Article 3

Conditions de poids et de dimensions

1. Les lettres avec valeur déclarée sont soumises aux conditions de poids et de dimensions applicables aux lettres ordinaires.

2. Les boîtes avec valeur déclarée ne peuvent excéder le poids de 1 kilogramme, ni les dimensions de 30 centimètres en longueur, 20 centimètres en largeur et 10 centimètres en hauteur.

3. Les lettres et les boîtes avec valeur déclarée dont les dimensions sont inférieures aux minimums fixés pour les lettres à l'article 17, § 1, de la Convention ne sont pas admises.

Article 4

Objets passibles de droits de douane

Les envois avec valeur déclarée peuvent contenir des objets passibles de droits de douane. Toutefois, l'expédition de ces objets dans les lettres avec valeur déclarée n'est autorisée que dans les relations entre les Administrations postales qui se sont déclarées d'accord à ce sujet.

Article 5

Interdictions

1. L'insertion des objets visés ci-dessous est interdite dans tous les envois avec valeur déclarée :

- (a) les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les envois de la poste aux lettres ou l'équipement postal;
- (b) l'opium, la morphine, la cocaïne et autres stupéfiants; toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux expéditions sous forme de boîte avec valeur déclarée effectuées dans un but médical ou scientifique pour les Pays qui les admettent à cette condition;
- (c) les animaux vivants;
- (d) les matières explosibles, inflammables ou autres matières dangereuses;
- (e) les objets obscènes ou immoraux;
- (f) les objets dont l'importation ou la circulation est interdite dans le Pays de destination.

2. Sous réserve des articles premier, § 2, et 4, les lettres avec valeur déclarée ne doivent pas contenir des pièces de monnaie, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux ni des objets passibles de droits de douane.

3. Les boîtes avec valeur déclarée ne doivent pas contenir :

- (a) des documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle. Toutefois, elles peuvent contenir une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives ainsi qu'une simple copie de la suscription de la boîte avec mention de l'adresse de l'expéditeur;
- (b) des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur.

Article 6

Traitement des envois admis à tort

1. Tout envoi avec valeur déclarée qui ne répond pas aux dispositions de l'article 3 et qui a été admis à tort doit être renvoyé à l'Administration d'origine; toutefois, l'Administration de destination est autorisée à le remettre au destinataire en lui appliquant les taxes prévues à l'article 17, § 14, de la Convention.

2. Tout envoi avec valeur déclarée qui contient les objets cités à l'article 5, § 1, et qui a été admis à tort à l'expédition doit être traité selon la législation du Pays de l'Administration qui constate la présence de ces objets; il en est de même des lettres avec valeur déclarée qui contiennent, sous réserve de l'article 4, des objets passibles de droits de douane, à l'exception des valeurs-papier; toutefois, les envois avec valeur déclarée qui contiennent les objets visés à l'article 5, § 1, lettres (b), (d) et (e), ne sont en aucun cas acheminés à destination, livrés aux destinataires ou renvoyés à l'origine.

3. Tout envoi avec valeur déclarée qui contient des objets dont l'expédition est interdite par l'article 5, §§ 2 et 3, lettre (b), doit être renvoyé à l'origine; toutefois, si la présence de ces objets n'est constatée que par l'Administration de destination, celle-ci est autorisée à les remettre aux destinataires aux conditions prévues par sa réglementation.

4. Lorsqu'un envoi avec valeur déclarée admis à tort n'est ni renvoyé à l'origine ni remis au destinataire, l'Administration d'origine doit être informée d'une manière précise du traitement appliqué à cet envoi.

5. Les boîtes avec valeur déclarée contenant des documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle doivent être traitées selon la législation du Pays de l'Administration qui en constate la présence. Toutefois, s'il s'agit d'une seule correspondance non autorisée au sens de l'article 5, § 3, lettre (a), celle-ci est traitée de la manière prescrite à l'article 24 de la Convention et, pour ce motif, la boîte avec valeur déclarée ne peut être renvoyée à l'origine.

CHAPITRE III

TAXES ET DROITS

Article 7

Taxes

1. Les lettres et les boîtes avec valeur déclarée donnent lieu à la perception sur l'expéditeur et à l'avance des taxes ci-après:

- (a) taxe d'affranchissement;
- (b) taxe fixe de recommandation;
- (c) taxe d'assurance.

2. Le tarif de ces taxes est le suivant:

Désignation des envois 1	Taxe d'affranchissement 2	Taxe fixe de recommandation 3	Taxe d'assurance 4
Lettres	Taxe calculée selon l'article 17 de la Convention, respectivement selon l'article III de son Protocole final	Taxe fixée à l'article 18, lettre (I), de la Convention ou à l'article XVII de son Protocole final	Au maximum 50 centimes par 200 francs ou fraction de 200 francs déclarés, ou $\frac{1}{2}\%$ de l'échelon de valeur déclarée, quel que soit le Pays de destination, même dans les Pays qui se chargent des risques pouvant résulter d'un cas de force majeure, ou au maximum la taxe du service intérieur si cette taxe est plus élevée.
Boîtes	20 centimes par 50 grammes avec minimum de 1 franc		

3. Chaque Pays a la faculté de majorer de 60% ou de réduire de 30% au maximum la taxe de base et la taxe minimale prévues au § 2 pour les boîtes avec valeur déclarée, en conformité de l'échelle des taxes figurant à l'article III, § 1, du Protocole final de la Convention.

4. Outre les taxes visées au § 1, les lettres et les boîtes avec valeur déclarée peuvent donner lieu à la perception des taxes résultant de l'application de la Convention en vertu de l'article 15 du présent Arrangement.

Article 8

Franchise postale

Les lettres avec valeur déclarée relatives au service postal échangées soit entre les Administrations, soit entre les Administrations et le Bureau international sont exemptes de toutes taxes postales.

Article 9

Conditions d'exportation et d'importation et droits

1. Les envois avec valeur déclarée sont soumis à la législation du Pays d'origine en ce qui concerne les conditions et les droits d'exportation; ils sont soumis à la législation du Pays de destination en ce qui concerne les conditions et les droits d'importation et de la douane.

2. Les droits fiscaux et les frais d'essayage exigibles à l'importation sont perçus sur le destinataire lors de la remise; si, pour une cause quelconque, une boîte avec valeur déclarée est réexpédiée dans un autre Pays participant au service ou renvoyée au bureau d'origine, les droits ou frais non remboursables lors de la réexportation sont recouvrés sur le destinataire ou sur l'expéditeur.

CHAPITRE IV

RESPONSABILITÉ

Article 10

Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales

1. Les Administrations postales répondent de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des envois avec valeur déclarée, sauf dans les cas prévus à l'article 11. Leur responsabilité est engagée tant pour les envois transportés à découvert que pour ceux qui sont acheminés en dépêches closes.

2. L'expéditeur a droit à une indemnité correspondant, en principe, au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie; les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération. Cependant, cette indemnité ne peut en aucun cas dépasser le montant, en francs-or, de la valeur déclarée. En cas de réexpédition ou de renvoi à l'origine par voie de surface d'un envoi-avion avec valeur déclarée, la responsabilité est limitée, pour le second parcours, à celle qui est appliquée aux envois acheminés par cette voie.

3. Par dérogation au § 2, le destinataire a droit à l'indemnité après avoir pris livraison d'un envoi avec valeur déclarée spolié ou avarié.

4. L'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en francs-or, des objets de valeur de même nature, au lieu et à l'époque où ils ont été acceptés au transport; à défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire des objets évaluée sur les mêmes bases.

5. Lorsqu'une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur ou, par application du § 3 le destinataire, a droit, en outre, à la restitution des taxes et droits acquittés, à l'exception de la taxe d'assurance qui reste acquise, dans tous les cas, à l'Administration d'origine.

6. L'expéditeur a la faculté de se désister de ses droits prévus au § 2 en faveur du destinataire. Inversement, le destinataire a la faculté de se désister de ses droits prévus au § 3 en faveur de l'expéditeur. L'expéditeur ou le destinataire peut autoriser une tierce personne à recevoir l'indemnité.

Article 11

Non-responsabilité des Administrations postales

1. Les Administrations postales cessent d'être responsables des envois avec valeur déclarée dont elles ont effectué la remise soit dans les conditions prescrites par leur réglementation intérieure pour les envois de même nature, soit dans

les conditions prévues à l'article 9, § 3, de la Convention; la responsabilité est toutefois maintenue:

- (a) lorsqu'une spoliation ou une avarie est constatée soit avant la livraison, soit lors de la livraison de l'envoi ou lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire, le cas échéant l'expéditeur s'il y a renvoi à l'origine, formule des réserves en prenant livraison d'un envoi spolié ou avarié;
- (b) lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi à l'origine, l'expéditeur, nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai à l'Administration qui lui a livré l'envoi avoir constaté un dommage et administre la preuve que la spoliation ou l'avarie ne s'est pas produite après la livraison.

2. Les Administrations postales ne sont pas responsables:

1° de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des envois avec valeur déclarée:

- (a) en cas de force majeure; l'Administration dans le service de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu doit décider, suivant la législation de son Pays, si cette perte, cette spoliation ou cette avarie est due à des circonstances constituant un cas de force majeure; celle-ci sont portées à la connaissance de l'Administration du Pays d'origine si cette dernière le demande. Toutefois, la responsabilité subsiste à l'égard de l'Administration du Pays expéditeur qui a accepté de couvrir les risques de force majeure;
- (b) lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;
- (c) lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou provient de la nature du contenu de l'envoi;
- (d) lorsqu'il s'agit d'envois dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 5, §§ 1, 2 et 3, lettre (b), et pour autant que ces envois aient été confisqués ou détruits par l'autorité compétente en raison de leur contenu;
- (e) lorsqu'il s'agit d'envois qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;
- (f) lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de dépôt de l'envoi;

2° des envois avec valeur déclarée saisis en vertu de la législation du Pays de destination;

3° en matière de transport maritime ou aérien, lorsqu'elles ont fait connaître qu'elles n'étaient pas en mesure d'accepter la responsabilité des valeurs à bord des navires ou des avions qu'elles utilisent; elles assument néanmoins, pour le transit d'envois avec valeur déclarée en dépêches closes, la responsabilité qui est prévue pour les envois recommandés.

3. Les Administrations postales n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme que celles-ci soient faites, et des décisions prises par les services de la douane lors de la vérification des envois soumis au contrôle douanier.

Article 12

Responsabilité de l'expéditeur

1. L'expéditeur d'un envoi avec valeur déclarée est responsable, dans les mêmes limites que les Administrations elles-mêmes, de tous les dommages causés aux autres envois postaux par suite de l'expédition d'objets non admis au transport ou de la non-observation des conditions d'admission, pourvu qu'il n'y ait eu ni faute ni négligence des Administrations ou des transporteurs.

2. L'acceptation par le bureau de dépôt d'un tel envoi avec valeur déclarée ne dégage pas l'expéditeur de sa responsabilité.

3. Le cas échéant, il appartient à l'Administration d'origine d'intenter l'action contre l'expéditeur.

Article 13

Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'Administration postale qui, ayant reçu l'envoi sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la remise au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à une autre Administration.

2. Une Administration intermédiaire ou de destination est, jusqu'à preuve du contraire et sous réserve des §§ 5, 8 et 9, déchargée de toute responsabilité :

- (a) lorsqu'elle a observé les dispositions de l'article 108 du Règlement, relatives à la vérification individuelle des envois avec valeur déclarée;
- (b) lorsqu'elle peut établir qu'elle n'a été saisie de la réclamation qu'après la destruction des documents de service relatifs à l'envoi recherché, le délai de conservation prévu à l'article 108 du Règlement d'exécution de la Convention étant expiré; cette réserve ne porte pas atteinte aux droits du réclamant.

3. Lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une entreprise de transport aérien, l'Administration du Pays qui perçoit les frais de transport est tenue, sous réserve de l'article premier, § 3, de la Convention et du § 6 du présent article, de rembourser à l'Administration d'origine l'indemnité à l'expéditeur.

4. Jusqu'à preuve du contraire, l'Administration qui a transmis un envoi avec valeur déclaré à une autre Administration est déchargée de toute responsabilité, si le bureau d'échange auquel l'envoi a été livré n'a pas fait parvenir, par le premier courrier utilisable après la vérification, à l'Administration expéditrice, un procès-verbal constatant l'absence ou l'altération, soit du paquet entier des valeurs déclarées, soit de l'envoi lui-même.

5. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel Pays le fait s'est accompli, les Administrations en cause supportent le dommage par parts égales; toutefois, si la spoliation ou l'avarie a été constatée dans le Pays de destination ou, en cas de renvoi à l'expéditeur, dans le Pays d'origine, il incombe à l'Administration de ce Pays de prouver:

- (a) que ni le paquet, l'enveloppe ou le sac et sa fermeture, ni l'emballage et la fermeture de l'envoi ne portaient des traces apparentes de spoliation ou d'avarie;
- (b) que le poids constaté lors du dépôt n'a pas varié.

Lorsque pareille preuve a été faite par l'Administration de destination ou, le cas échéant, par l'Administration d'origine, aucune des autres Administrations en cause ne peut décliner sa part de responsabilité en invoquant le fait qu'elle a livré l'envoi sans que l'Administration suivante ait formulé d'objections.

6. La responsabilité d'une Administration à l'égard des autres Administrations n'est en aucun cas engagée au-delà du maximum de déclaration de valeur qu'elle a adopté.

7. Lorsqu'un envoi avec valeur déclarée a été perdu, spolié ou avarié dans des circonstances de force majeure, l'Administration dans le ressort territorial ou dans les services de laquelle la perte, la spoliation ou l'avarie a eu lieu n'en est responsable envers l'Administration d'origine que si les deux Administrations se chargent des risques résultant du cas de force majeure.

8. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite sur le territoire ou dans le service d'une Administration intermédiaire dont le Pays n'est pas partie au présent Arrangement ou qui a adopté un maximum inférieur au montant de la perte, l'Administration d'origine supporte le dommage non couvert par l'Administration intermédiaire en vertu du § 6 du présent article et de l'article premier, § 3, de la Convention.

9. La règle prévue au § 8 est également appliquée en cas de transport maritime ou aérien si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite dans le service d'une Administration relevant d'un Pays contractant qui n'accepte pas la responsabilité (article 11, § 2, chiffre 3°).

10. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des Administrations responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

11. L'Administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue pour tout recours éventuel soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

Article 14

Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

1. L'article 46 de la Convention est applicable aux envois avec valeur déclarée.

2. En cas de découverte ultérieure d'un envoi dont le contenu est reconnu comme étant de valeur inférieure au montant de l'indemnité payée, l'expéditeur doit rembourser le montant de cette indemnité contre remise de l'envoi, sans préjudice des conséquences découlant de la déclaration frauduleuse de valeur visée à l'article 2, § 5.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 15

Application de la Convention

La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement. Toutefois, par dérogation à l'article 26 de la Convention précitée, l'Administration de destination a la faculté, lorsque sa réglementation le prévoit, de faire remettre par exprès un avis d'arrivée de l'envoi et non l'envoi lui-même.

Article 16

Bureaux participant au service

Les Administrations prennent les mesures nécessaires pour assurer, autant que possible, le service des lettres et des boîtes avec valeur déclarée dans tous les bureaux de leur Pays.

Article 17

Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement doivent réunir :

- (a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de dispositions nouvelles ou de la modification des dispositions des articles 1 à 8, 10 à 15, 17 et 18 du présent Arrangement et de l'article final de son Règlement ;
- (b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification de fond soit des dispositions du présent Arrangement autres que celles des articles qui sont mentionnés sous lettre (a), soit des dispositions des articles 101, § 2, 102 à 105, 106, §§ 2 à 5, 107 à 109 et 112, lettres (f) et (g), de son Règlement ;
- (c) la majorité des suffrages, s'il s'agit de la modification des autres articles du Règlement ou de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement et de son Règlement, hors le cas de différend à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 32 de la Constitution.

Article 18

Mise à exécution et durée de l'Arrangement

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1^{er} juillet 1971 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays contractants ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Pays-siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du Pays-siège du Congrès.

Fait à Tokyo, le 14 novembre 1969.

Pour
L'AFGHANISTAN :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE L'AFRIQUE DU SUD :

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
D'ALBANIE :

Pour
LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE :

M. i. C. P. S. i.

Expt

Amelab

Pour
L'ALLEMAGNE :

Josef Stumpf

Pour
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Pour
L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES DES
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, Y COMPRIS
LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES
ILES DU PACIFIQUE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE:

Mealy
Rafes

Reganston
Wendling
Reuber

Pour
LE COMMONWEALTH DE L'AUSTRALIE:

Pour
LE ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE:

J. Faris
Al-Sabir
Al-Sabir
Al-Sabir

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Handwritten signature
Handwritten signature
Handwritten signature
Dr. Kramler

Pour
BARBADE :

Handwritten signature

Pour
LA BELGIQUE :

Handwritten signature

Handwritten signature

Pour
LE ROYAUME DE BHOUTAN :

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOVIÉTIQUE
SOCIALISTE DE BIÉLORUSSIE :

Handwritten signature

Pour
LA BIRMANIE :

Handwritten signature
Handwritten signature
Handwritten signature

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE :

Handwritten signature
Handwritten signature

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU BOTSWANA :

Pour
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE
DU BRÉSIL:

[Handwritten signature]
[Handwritten signature]
[Handwritten signature]

Pour
LE ROYAUME DU CAMBODGE:

[Handwritten signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE
DU CAMEROUN:

[Handwritten signature]

Pour
LE CANADA:

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE BULGARIE:

[Handwritten signature]
[Handwritten signature]
[Handwritten signature]
[Handwritten signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE:

[Handwritten signature]

Pour
CEYLAN:

[Handwritten signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI:

[Handwritten signature]

Pour
LE CHILI:

[Handwritten signature]

Pour
LA CHINE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU CONGO
(BRAZZAVILLE):

Pour
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE:

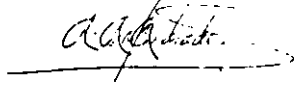
Pour
LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE:

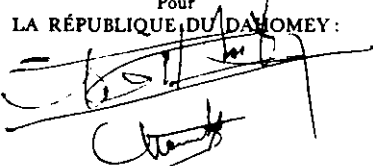


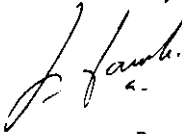
Pour
LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE EL SALVADOR :



Pour
LA RÉPUBLIQUE DU DAHOMEY :







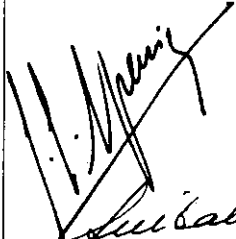
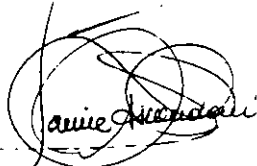
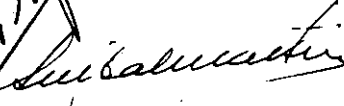
Pour
LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR :

Pour
L'ESPAGNE :



Pour
LE ROYAUME DE DANEMARK :


Poul Svendsen
Torben W. Andersen

Pour
LE TERRITOIRE ESPAGNOL
DE L'AFRIQUE :

Suibalmaster
J. J. J. J.
Pour
L'ÉTHIOPIE :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Oivo Sabir
Samus Pustanne

Pour
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

1804 Cassagne
J. J. J. J.

~~*J. J. J. J.*~~
~~*J. J. J. J.*~~
~~*J. J. J. J.*~~

Pour
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :
(suite)

A. J. J. J.
J. J. J. J.

Pour
L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES
REPRÉSENTÉS PAR L'OFFICE FRANÇAIS
DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS
D'OUTRE-MER :

J. J. J. J.
J. J. J. J.

Pour
LA RÉPUBLIQUE GABONAISE :

J. J. J. J.

J. J. J. J.

Pour
LE GHANA :

McArdie
W. H. C. O. O. O.
B. P. H. A. N.

Pour
LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-
BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD
(Y COMPRIS LES ILES DE LA
MANCHE ET L'ILE DE MAN) :

A. Whitecraft.
G. M. Downes.

Kis

E. M. Elliot
N. N. Walsby

W. H. C. O. O.
W. H. C. O. O.

Pour
LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER DONT
LES RELATIONS INTERNATIONALES
SONT ASSURÉES PAR LE GOUVERNE-
MENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-
BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD :

A. Whitecraft.
G. M. Downes.

Kis

E. M. Elliot
N. N. Walsby

W. H. C. O. O.

W. H. C. O. O.

Pour
LA GRÈCE :

E. P. O. O. O.

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA :

Pour
L'IRAN :

Ezzatollah

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'IRAQ :

[Signature]

Pour
L'IRLANDE :

M. Canwell

S. G. Ó Súilleabháin

Pour
LA RÉPUBLIQUE D'ISLANDE :

grinn

Ólafur Kristjánsson

Ólafur Þórðarson

Pour
ISRAËL :

Pour
ISRAËL :
(suite)

Pour
L'ITALIE :

Amleto Stangalone
Giuseppe Stangalone

Pour
LA JAMAÏQUE :

Pour
LE JAPON :

Y. Asano

[Signature]

Y. Ishikawa

F. Tadokoro

Pour
LE ROYAUME HACHÉMITE DE
JORDANIE:

Abdullah
Abdullah

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE KENYA:

Odanga
J. Kimani
Odanga

Pour
KUWAIT:

Al-Fayhan
Al-Fayhan

Pour
LE ROYAUME DU LAOS:

Phoumi
Phoumi
Phoumi
Phoumi

Pour
LE ROYAUME DU LESOTHO:

Pour
LA RÉPUBLIQUE LIBANAISE:

Bechara
Bechara

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA:

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE DE LIBYE:

Pour
LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN:

hadi.

Pour
LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN:
(suite)

Treasur

Pour
LE LUXEMBOURG:

John
Stur

Pour
LA MALAISIE:

Liminlan
Amman
Khod

Pour
MALAWI

John Inglis Patterson

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE MALDIVES:

Pour
LA RÉPUBLIQUE MALGACHE:


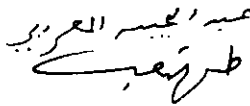
King
Rakotozafy

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU MALI:

Ally

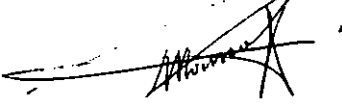
Pour
MALTE:

Pour
LE ROYAUME DU MAROC:

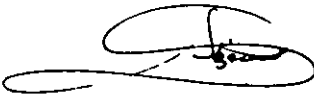



Pour
MAURICE:

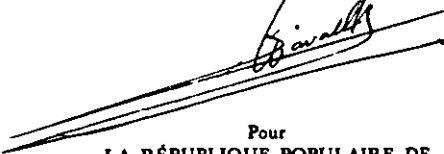
Pour
LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE
MAURITANIE:



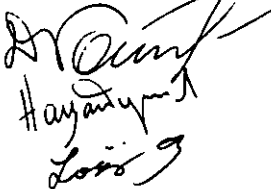
Pour
LES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE:



Pour
LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO:



Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE
MONGOLIE:



Hayandyn
Lorig

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE MONGOLIE:
(suite)

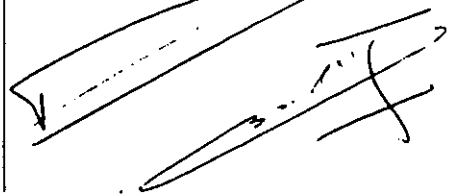
Pour
LA RÉPUBLIQUE DE NAURU:

Pour
LE NÉPAL:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DU NIGER:



Pour
LA RÉPUBLIQUE DU NIGER :
(suite)

Pour
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE
DE NIGÉRIA :

Pour
LA NORVÈGE :

Pour
LA NOUVELLE-ZÉLANDE :

Pour
L'OUGANDA :

Pour
LE PAKISTAN :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE PARAGUAY :

Pour
LES PAYS-BAS :

Pour
LES ANTILLES NÉERLANDAISES
ET SURINAM:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU:

Pour
LA RÉPUBLIQUE DES PHILIPPINES:

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DE POLOGNE:

Pour
LE PORTUGAL:

vp. *Alman* *un* *un*
Paul
Diego
Paul *Marie* *San*




Pour
LES PROVINCES PORTUGAISES
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE:

vp. *Alman* *un* *un*
Paul
Diego
Paul *Marie* *San*

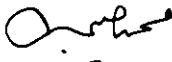

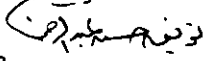
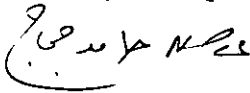
Pour
LES PROVINCES PORTUGAISES
DE L'AFRIQUE ORIENTALE,
DE L'ASIE ET DE L'OcéANIE:

vp. *Alman* *un* *un*
Paul
Diego
Paul *Marie* *San*


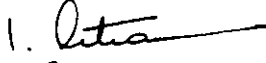

Pour
QATAR :

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE :

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
DE ROUMANIE :


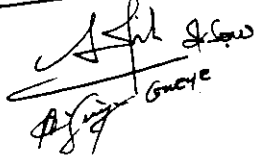
Pour
LA RÉPUBLIQUE RWANDAISE :



Pour
LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN :



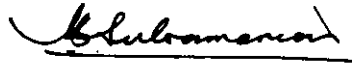
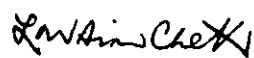
Pour
LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL :

Pour
SIERRA LEONE :



Pour
SINGAPOUR :

Pour
LA SOMALIE :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU SOUDAN :

Pour
LA SUÈDE :

A. Gade
Carlson Zörner
K. Erikson
Jonas Eriksson

Pour
LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

Koch
J. Kaspar
G. Kappeler
K. Kappeler
K. Kappeler

Pour
LE ROYAUME DU SWAZILAND :

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE :

Abdullah
Abdullah

Pour
LA RÉPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE :

S. M. Nyerere

Pour
LA RÉPUBLIQUE DU TCHAD :

F. N. Tombalbaye

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
TCHÉCOSLOVAQUE :

A. Dubcek

Pour
LA THAÏLANDE :

S. Sukhmet
Chao Chongma
W. Chantong
Henry Savaros
A. Yaphis

Pour
LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE :

[Signature]
Eulaw

Pour
TRINITÉ ET TOBAGO :

Malabin
[Signature]
[Signature]

Pour
LA TUNISIE :

[Signature]
[Signature]
[Signature]
[Signature]

Pour
LA TURQUIE :

[Signature]
[Signature]
[Signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOVIÉTIQUE
SOCIALISTE D'UKRAINE :

[Signature]

Pour
L'UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

[Signature]

Pour
LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE
DE L'URUGUAY :

[Signature]
[Signature]

Pour
L'ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN :

Mons. Giuseppe Ferracini
Ennio Santaf

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE VÉNÉZUÉLA :

Pour
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DU YÉMEN DU SUD :

Pour
LE VIËT-NAM :

Pour
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
FÉDÉRATIVE DE YOUGOSLAVIE :

P. Vasiljević

Pour
LA RÉPUBLIQUE ARABE DU YÉMEN :

Pour
LA RÉPUBLIQUE DE ZAMBIE :

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT

CONCERNANT

LES LETTRES ET LES BOÎTES

AVEC

VALEUR DÉCLARÉE



TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art.

101. Renseignements à fournir par les Administrations

CHAPITRE II

CONDITIONS D'ADMISSION. DÉPÔT

102. Conditionnement des envois

103. Déclaration de valeur

104. Déclarations en douane

105. Rôle du bureau d'origine

CHAPITRE III

ÉCHANGE DES ENVOIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE

106. Voies et modes de transmission

107. Opérations au bureau d'échange expéditeur

108. Opérations au bureau d'échange réceptionnaire ou au bureau de destination

109. Livraison d'un envoi avec valeur déclarée spolié ou avarié

110. Réexpédition. Envois non distribuables

CHAPITRE IV**DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES**

- 111. Modification d'adresse
- 112. Application du Règlement d'exécution de la Convention
- 113. Mise à exécution et durée du Règlement

Annexes

Formules: voir la « Liste des formules »

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT

CONCERNANT

LES LETTRES ET LES BOÎTES

AVEC

VALEUR DÉCLARÉE

Les soussignés, vu l'article 22, § 5, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, au nom de leurs Administrations postales respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée:

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 101

Renseignements à fournir par les Administrations

1. Les Administrations des Pays contractants qui entretiennent des échanges directs se notifient mutuellement, au moyen de tableaux conformes au modèle VD 1 ci-annexé, les renseignements concernant l'échange des envois avec valeur déclarée.

2. Trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution, les Administrations doivent communiquer aux autres Administrations par l'intermédiaire du Bureau international:

- (a) le tarif des taxes d'assurance applicable, dans leur service, aux envois avec valeur déclarée, en conformité de l'article 7 de l'Arrangement;
- (b) le maximum jusqu'à concurrence duquel elles admettent la déclaration de valeur par les voies de surface et aérienne;
- (c) le nombre de déclarations en douane exigé pour les boîtes avec valeur déclarée à destination de leur Pays et pour les boîtes en transit ainsi que les langues dans lesquelles ces déclarations doivent être rédigées;
- (d) le cas échéant, la liste de leurs bureaux qui participent au service;
- (e) le cas échéant, ceux de leurs services maritimes ou aériens réguliers, utilisés pour le transport des envois ordinaires de la poste aux lettres, qui peuvent être affectés, avec garantie de responsabilité, au transport des envois avec valeur déclarée.

3. Toute modification ultérieure doit être notifiée sans retard.

CHAPITRE II**CONDITIONS D'ADMISSION. DÉPÔT****Article 102****Conditionnement des envois**

1. Les lettres avec valeur déclarée doivent remplir les conditions suivantes pour être admises à l'expédition :

- (a) les enveloppes doivent être fermées au moyen de cachets identiques en cire fine, espacés, reproduisant un signe particulier à l'expéditeur et appliqués en nombre suffisant pour retenir tous les plis de l'enveloppe;
- (b) les enveloppes doivent être solides, confectionnées d'une seule pièce et permettre la parfaite adhérence des cachets; il est interdit d'employer des enveloppes entièrement transparentes ou à panneau transparent, ainsi que des enveloppes à bords coloriés;
- (c) le conditionnement doit être tel qu'il ne puisse être porté atteinte au contenu sans endommager d'une manière apparente l'enveloppe ou les cachets;
- (d) les timbres-poste représentant l'affranchissement et les étiquettes se rapportant au service doivent être espacés afin qu'ils ne puissent servir à masquer des lésions de l'enveloppe; ils ne doivent pas être repliés sur les deux faces de celle-ci. Il est interdit d'apposer sur les lettres avec valeur déclarée des étiquettes autres que celles qui se rapportent au service postal.

2. Les boîtes avec valeur déclarée doivent remplir les conditions suivantes :

- (a) être en bois ou en métal et suffisamment résistantes;
- (b) les parois des boîtes en bois doivent avoir une épaisseur minimale de 8 millimètres;
- (c) les faces supérieure et inférieure des boîtes doivent être recouvertes de papier blanc pour recevoir l'adresse du destinataire, la déclaration de valeur et l'empreinte des timbres de service; ces boîtes doivent être entourées d'un croisé de ficelle solide sans noeuds, les deux bouts étant réunis sous un cachet en cire fine portant une empreinte particulière à l'expéditeur; elles doivent être scellées, sur les quatre faces latérales, de cachets identiques au précédent.

3. Les dispositions ci-après sont applicables aux lettres et aux boîtes avec valeur déclarée :

- (a) l'affranchissement peut être représenté par la mention en chiffres, de la somme perçue, exprimée en monnaie du Pays d'origine, sous la forme par exemple: « Taxe perçue: fr. . . c. . . »; cette mention doit être portée à l'angle supérieur droit de la suscription et être appuyée d'une empreinte du timbre à date du bureau d'origine;
- (b) les envois adressés sous des initiales ou dont l'adresse est indiquée au crayon ainsi que ceux qui portent des ratures ou surcharges dans leur suscription ne sont pas admis; les envois de l'espèce qui auraient été admis à tort sont obligatoirement renvoyés au bureau d'origine.

Article 103

Déclaration de valeur

1. La valeur déclarée doit être exprimée dans la monnaie du Pays d'origine et être inscrite, par l'expéditeur ou son mandataire, au-dessus de l'adresse de l'envoi, en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes, sans rature ni surcharge, même approuvée; l'indication relative au montant de la valeur déclarée ne peut être faite ni au crayon, ni au crayon-encre.

2. Le montant de la déclaration de valeur doit être converti en francs-or par l'expéditeur ou par le bureau d'origine. Le résultat de la conversion doit être indiqué par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la déclaration dans la monnaie du Pays d'origine; cette disposition n'est pas applicable aux relations directes entre Pays ayant une monnaie commune. Le montant en francs-or doit être souligné d'un trait au crayon de couleur.

3. Lorsque des circonstances quelconques ou lorsque les déclarations des intéressés révèlent l'existence d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle insérée dans une lettre ou une boîte, avis en est donné à l'Administration d'origine dans le plus bref délai possible et, le cas échéant, avec les pièces de l'enquête à l'appui.

Article 104

Déclarations en douane

1. Dans les relations où les déclarations en douane sont exigées, les boîtes avec valeur déclarée doivent être accompagnées du nombre requis de formules, dûment remplies, du modèle C 2/CP 3 (annexé au Règlement d'exécution de la Convention). En outre, la partie supérieure de l'étiquette C 1 est seule apposée sur l'envoi.

2. Les déclarations en douane C 2/CP 3 sont attachées à l'envoi extérieurement et d'une manière solide par un croisé de ficelle ou, si l'Administration du Pays de destination le demande, insérées dans l'envoi même. A titre exceptionnel, ces déclarations peuvent également être insérées dans l'envoi si l'expéditeur le préfère.

3. Les lettres avec valeur déclarée qui contiennent des objets passibles de droits de douane doivent être traitées selon l'article 116, §§ 1 et 2, du Règlement d'exécution de la Convention.

Article 105

Rôle du bureau d'origine

1. Dès que le bureau d'origine a reconnu acceptable un envoi avec valeur déclarée, il procède aux opérations ci-après:
 - (a) il inscrit le poids exact en grammes sur l'envoi à l'angle supérieur gauche de la suscription;
 - (b) il appose du côté de la suscription une empreinte du timbre indiquant le bureau et la date de dépôt;
 - (c) il le revêt d'une étiquette C 4 indiquant, en caractères latins, le nom du bureau de dépôt et le numéro d'ordre de l'envoi;
 - (d) il le revêt également d'une étiquette rouge portant, en caractères très apparents, la mention « Valeur déclarée ».
2. Les Administrations peuvent remplacer les deux étiquettes prévues au § 1 par une seule, de couleur rouge et conforme au modèle VD 2 ci-annexé.
3. Aucun numéro d'ordre ne doit être porté au recto des envois avec valeur déclarée par les Administrations intermédiaires.

CHAPITRE III

ÉCHANGE DES ENVOIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE

Article 106

Voies et modes de transmission

1. Au moyen des tableaux VD 1 reçus de ses correspondants, chaque Administration détermine les voies à employer pour la transmission de ses envois avec valeur déclarée.
2. La transmission des envois avec valeur déclarée entre Pays limitrophes ou reliés entre eux au moyen d'un service maritime ou aérien direct est effectuée par les bureaux d'échange que les deux Administrations intéressées désignent d'un commun accord.
3. Dans les rapports entre Pays séparés par un ou plusieurs services intermédiaires, les envois avec valeur déclarée doivent suivre la voie la plus directe. Toutefois, les Administrations intéressées peuvent également s'entendre pour assurer la transmission à découvert par des voies détournées, au cas où la transmission par la voie la plus directe ne comporterait pas la garantie de responsabilité sur tout le parcours.
4. Suivant les convenances du service, les envois peuvent être expédiés dans des dépêches closes ou être livrés à découvert à la première Administration intermédiaire, si celle-ci est à même d'assurer la transmission dans les conditions

prévues par les tableaux VD 1; toutefois, chaque Administration intermédiaire a le droit, lorsqu'elle constate que le nombre des envois à découvert est de nature à entraver ses opérations, d'exiger que les envois avec valeur déclarée lui soient livrés dans des dépêches closes formées par l'Administration d'origine pour les bureaux d'échange du Pays de destination.

5. Est réservée aux Administrations d'origine et de destination la faculté de s'entendre entre elles, pour échanger les envois avec valeur déclarée en dépêches closes, au moyen des services d'un ou de plusieurs Pays intermédiaires participant ou non à l'Arrangement. Les Administrations intermédiaires doivent être prévenues en temps utile.

Article 107

Opérations au bureau d'échange expéditeur

1. Le bureau d'échange expéditeur inscrit les envois avec valeur déclarée sur des feuilles d'envoi spéciales conformes au modèle VD 3 ci-annexé avec tous les détails que comportent ces formules; en regard de l'inscription des envois à remettre par exprès, la mention « Exprès » doit être portée dans la colonne « Observations ».

2. Les envois avec valeur déclarée forment avec la ou les feuilles d'envoi un ou plusieurs paquets spéciaux qui sont ficelés entre eux, enveloppés de papier solide, ficelés extérieurement et cachetés à la cire fine, sur tous les plis, au moyen du cachet du bureau d'échange expéditeur; ces paquets portent, selon le cas, l'une des mentions « Valeurs déclarées », « Lettres avec valeur déclarée » ou « Boîtes avec valeur déclarée ».

3. Au lieu d'être réunies en un paquet, les lettres avec valeur déclarée peuvent être insérées dans une enveloppe de papier fort, fermée au moyen de cachets de cire.

4. Les paquets ou enveloppes de valeurs déclarées peuvent aussi être fermés au moyen de cachets gommés portant l'indication imprimée de l'Administration d'origine de la dépêche, à moins que l'Administration de destination de la dépêche n'exige qu'ils soient cachetés à la cire ou plombés. Une empreinte du timbre à date du bureau expéditeur doit être apposée sur le cachet gommé de manière qu'elle figure à la fois sur celui-ci et sur l'emballage.

5. Si le nombre ou le volume des envois avec valeur déclarée le nécessite, ils peuvent être renfermés dans un sac convenablement clos et cacheté à la cire ou plombé.

6. La présence des enveloppes, paquets ou sacs contenant les envois avec valeur déclarée est signalée au tableau III de la feuille d'avis du modèle C 12 (annexé au Règlement d'exécution de la Convention); lorsque la dépêche ne contient pas d'enveloppes, de paquets ou de sacs avec valeur déclarée, la mention « Néant » est portée à ce tableau.

7. Le paquet, l'enveloppe ou le sac contenant les envois avec valeur déclarée est inséré dans le paquet ou le sac contenant les envois recommandés ou, à défaut de ceux-ci, dans le paquet ou le sac renfermant normalement lesdits envois; lorsque les envois recommandés sont renfermés dans plusieurs sacs, le paquet, l'enveloppe ou le sac contenant les envois avec valeur déclarée doit être placé dans le sac au col duquel est fixée l'enveloppe spéciale renfermant la feuille d'avis.

8. Les boîtes avec valeur déclarée doivent, lorsqu'une des deux Administrations correspondantes le demande expressément, être décrites sur des formules VD 3 distinctes et être expédiées sous paquet ou sous sac séparé.

Article 108

Opérations au bureau d'échange réceptionnaire ou au bureau de destination

1. A la réception d'un paquet, d'une enveloppe ou d'un sac contenant des envois avec valeur déclarée, le bureau d'échange procède aux opérations ci-après:

- (a) il s'assure que le paquet, l'enveloppe ou le sac ne présente aucune anomalie quant à son état extérieur et que sa confection a eu lieu selon l'article 107;
- (b) il procède au pointage du nombre des envois avec valeur déclarée et à la vérification individuelle de chaque envoi;
- (c) il procède à la rectification ou à la réexpédition des feuilles d'envoi en se conformant à l'article 152, §§ 2 à 10, du Règlement d'exécution de la Convention relatif aux envois recommandés.

2. Les irrégularités font immédiatement l'objet de réserves envers le service cédant.

3. La constatation d'un manquant, d'une altération ou de toutes autres irrégularités de nature à engager la responsabilité des Administrations est faite au moyen d'un procès-verbal conforme au modèle VD 4 ci-annexé. Ce procès-verbal est transmis, sous recommandation, accompagné, sauf impossibilité motivée, de l'emballage complet (sac, enveloppe, ficelle et cachets ou plombs), de tous les paquets ou sacs intérieurs et extérieurs dans lesquels les envois avec valeur déclarée étaient insérés, à l'Administration centrale du Pays auquel appartient le bureau d'échange expéditeur, indépendamment du bulletin de vérification à transmettre immédiatement à ce bureau. Un double du procès-verbal est en même temps adressé soit à l'Administration centrale à laquelle ressortit le bureau d'échange réceptionnaire, soit à tout autre organe de direction désigné par elle.

4. Sans préjudice de l'application des dispositions du § 3, le bureau d'échange qui reçoit d'un bureau correspondant un envoi avarié ou insuffisamment emballé doit y donner cours en observant les règles suivantes :

- (a) s'il s'agit d'un dommage léger ou d'une destruction partielle des cachets, il suffit de cacheter l'envoi de nouveau pour assurer le contenu, à la condition toutefois que, de toute évidence, le contenu ne soit ni endommagé ni, d'après la constatation du poids, amoindri. Les cachets existants doivent être respectés; s'il y a lieu, les envois doivent être remballés en maintenant autant que possible l'emballage primitif;
- (b) si l'état de l'envoi est tel que le contenu ait pu en être soustrait, le bureau doit procéder à l'ouverture d'office de l'envoi et à la vérification du contenu; le résultat de cette vérification doit faire l'objet d'un procès-verbal VD 4 dont une copie est jointe à l'envoi; celui-ci est remballé;
- (c) dans tous les cas, le poids de l'envoi à l'arrivée et le poids après réfection doivent être constatés et indiqués sur l'enveloppe; cette indication est suivie de la mention « Cacheté d'office à . . . » ou « Remballé à . . . », d'une empreinte du timbre à date et de la signature des agents ayant apposé les cachets ou effectué le remballage.

5. Tout envoi avec valeur déclarée non ou insuffisamment affranchi est remis sans taxe au destinataire, sauf le cas visé à l'article 28, § 8, de la Convention; l'irrégularité est toutefois signalée, par bulletin de vérification, au bureau d'origine de l'envoi.

6. Le bureau de destination applique, au verso de chaque envoi avec valeur déclarée, une empreinte de son timbre indiquant la date de réception.

Article 109

Livraison d'un envoi avec valeur déclarée spolié ou avarié

1. Dans les cas prévus à l'article 11, § 1, lettres (a) et (b), de l'Arrangement, le bureau effectuant la livraison établit un procès-verbal VD 4 de vérification contradictoire en triple expédition et le fait contresigner, autant que possible, par le destinataire. La première expédition est remise au destinataire ou, en cas de refus de l'envoi, annexée à celui-ci; la deuxième est traitée conformément à la réglementation de l'Administration qui a établi le procès-verbal; la troisième au bureau d'échange de départ ou, en cas de réexpédition de l'envoi, au bureau d'échange de l'Administration de destination.

2. La copie du procès-verbal VD 4 établi conformément à l'article 108, § 4, lettre (b), est annexée à l'envoi et traitée, en cas de livraison, selon la réglementation du Pays de destination; en cas de refus de l'envoi, elle reste annexée à celui-ci.

3. Lorsque la réglementation intérieure l'exige, un envoi traité conformément au § 1 est renvoyé à l'expéditeur si le destinataire refuse de contresigner le procès-verbal VD 4.

Article 110

Réexpédition. Envois non distribuables

1. Tout envoi avec valeur déclarée, dont le destinataire est parti pour un Pays ne participant pas au présent Arrangement, est renvoyé immédiatement à l'Administration d'origine pour être rendu à l'expéditeur, à moins que l'Administration de la première destination ne soit en mesure de le faire parvenir au destinataire.

2. Les envois avec valeur déclarée non distribués doivent être renvoyés dès que possible et au plus tard dans les délais fixés à l'article 28 de la Convention; ces envois sont inscrits sur la feuille VD 3 et compris dans le paquet, l'enveloppe ou le sac étiqueté « Valeurs déclarées ».

3. Les droits de douane et autres droits dont l'annulation n'a pu être obtenue lors de la réexpédition ou du renvoi à l'origine sont recouvrés sur l'Administration de la nouvelle destination dans les conditions prévues à l'article 138, § 8, du Règlement d'exécution de la Convention.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 111

Modification d'adresse

1. Toute demande de modification d'adresse formulée par la voie télégraphique doit être confirmée postalement, par le premier courrier, dans la forme prévue à l'article 141, §1, lettre (a), du Règlement d'exécution de la Convention; la formule C 7 visée audit article doit alors porter en tête, en caractères très apparents, la mention « Confirmation de la demande télégraphique du... »; en attendant cette confirmation, le bureau de destination se borne à retenir l'envoi.

2. Toutefois, l'Administration de destination peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à la demande télégraphique sans attendre la confirmation postale.

Article 112

Application du Règlement d'exécution de la Convention

Sont applicables aux envois avec valeur déclarée, pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par le présent Règlement, les dispositions du Règlement

d'exécution de la Convention et, plus particulièrement, les articles suivants :

- (a) articles 117 et 137: Envois francs de taxes et de droits;
- (b) articles 131 et 132: Avis de réception;
- (c) article 133: Remise en main propre;
- (d) articles 135 et 149: Envois exprès;
- (e) articles 141 et 142: Retrait. Modification d'adresse, complétés par l'article 111 du présent Règlement;
- (f) articles 144 à 146: Réclamations et demandes de renseignements;
- (g) articles 159 à 171: Frais de transit;
- (h) article 176: Liquidation des comptes afférents aux envois francs de taxes et de droits; toutefois, les Administrations qui déclarent ne pouvoir adhérer au mode de règlement prévu par ledit article doivent indiquer les dispositions qu'elles désirent adopter.

Article 113

Mise à exécution et durée du Règlement

1. Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée.

2. Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait à Tokyo, le 14 novembre 1969.

Signatures

(Les mêmes qu'aux pages 16 à 34)

LISTE DES FORMULES

N° 1	Dénomination ou nature de la formule 2	Références 3
VD 1	Tableau VD 1	art. 101, § 1
VD 2	Etiquette "V" combinée avec le nom du bureau d'origine et le numéro de l'envoi	art. 105, § 2
VD 3	Feuille d'envoi des lettres et des boîtes avec valeur déclarée	art. 107, § 1
VD 4	Procès-verbal concernant la perte, la spoliation, l'avarie ou des irrégularités d'une lettre boîte avec valeur déclarée	art. 108, § 3

Administration des postes

VD 1

TABLEAU VD 1

Pays pour lesquels l'Administration susmentionnée accepte en transit les lettres et les boîtes avec valeur déclarée aux conditions indiquées ci-dessous

Numéro courant	Pays de destination	Voies de transmission	Designation des Pays intermédiaires et des services maritimes à employer	Limite de la déclaration de valeur	Admission des boîtes avec valeur déclarée	Nombre de déclarations en douane à joindre aux boîtes	Observations
1	2	3	4	5	6	7	8

| Administration expéditrice

VD 3

| Bureau d'échange expéditeur


FEUILLE D'ENVOI

Lettres et boîtes avec valeur déclarée


Bureau d'échange de destination	Date d'expédition	Noms
	N° de la feuille d'envoi	
	Dedéche n°	

Numero série	Bureau d'origine	Lieu de destination	Montant de la valeur déclarée	Observations		
					de l'envoi	1
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
11						
12						
13						
14						
15						
16						
17						
18						
19						
20						

Timbre du Bureau d'échange expéditeur
Signature des agents



Timbre du Bureau d'échange de destination
Signature des agents



Administration des postes

PROCES-VERBAL

VD 4 (Recto)

Lettre ou boîte avec valeur déclarée

A transmettre avec recommandation	
Bureau qui adresse le proces-verbal	Date
Motif du proces-verbal	Reference
	<input type="checkbox"/> Perte <input type="checkbox"/> Spoliation <input type="checkbox"/> Avarie <input type="checkbox"/> Irregularités
Nature de l'envoi	<input type="checkbox"/> Lettre <input type="checkbox"/> Boîte
Dépôt de l'envoi	Bureau
	Date
Expéditeur	Numero
	Nom et adresse complète
Destinataire	Nom et adresse complète
Mentions spéciales	Valeur déclarée
	Montant de remboursement et retenue
	Autres mentions
Poids	Poids indiqués
	Poids constatés
Emballage	Description
	Nombre de cachets
	Signe particulier des cachets
	L'emballage doit être considéré comme <input type="checkbox"/> réglementaire <input type="checkbox"/> non réglementaire
Dépêche de transmission de l'envoi	Numero
	Date d'expédition
	Bureau expéditeur
	Date d'arrivée
	Bureau de destination
	L'envoi était renfermé dans un sac <input type="checkbox"/> intérieur <input type="checkbox"/> extérieur
Mode d'acheminement	La fermeture (emballage) de cet envoi <input type="checkbox"/> intacte <input type="checkbox"/> non intacte
	<input type="checkbox"/> Ambulant
	<input type="checkbox"/> Fourgon
	<input type="checkbox"/> Paquetet
	<input type="checkbox"/> ligne aérienne

VD 4 (Verso)

Contenu	<input type="checkbox"/> D'après les indications de la facture <input type="checkbox"/> D'après la déclaration en douane <input type="checkbox"/> Suivant le destinataire ou l'expéditeur		
	Le contenu a été examiné en présence <input type="checkbox"/> du destinataire <input type="checkbox"/> de l'expéditeur Contenu constaté à l'examen		
	Contenu manquant		
Estimation du dommage	<input type="checkbox"/> Suivant le destinataire <input type="checkbox"/> Suivant l'expéditeur Le dommage cause est estimé à un montant de		
Coûts	Le dommage est attribuable à		
Traitement ultérieur de l'envoi	<input type="checkbox"/> Après emballage et pesage l'envoi a été réacheminé sur sa destination Nouveau poids		
	<input type="checkbox"/> Le contenu a été détruit par les soins du bureau soussigné		
	<input type="checkbox"/> L'emballage est conservé ici		
	<input type="checkbox"/> Le destinataire refuse l'envoi <input type="checkbox"/> L'expéditeur refuse l'envoi		
	<input type="checkbox"/> Le destinataire a accepté l'envoi <input type="checkbox"/> L'expéditeur a accepté l'envoi Montant de l'indemnité demandée		
Annexes au procès-verbal	<input type="checkbox"/> Emballage <input type="checkbox"/> Récipiant <input type="checkbox"/> Ficelle		
	<input type="checkbox"/> Cachets <input type="checkbox"/> Plombs de fermeture <input type="checkbox"/> Etiquette		
Signature du destinataire ou de l'expéditeur			
Attestation. En foi de quoi nous avons dressé le présent procès-verbal dont un double a été transmis à l'organe indiqué ci-dessous.			
Organe destinataire			
Timbre du bureau qui établit le procès-verbal et date Signature des agents perleux			

INSURED LETTERS AND BOXES AGREEMENT

CONTENTS

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

Art.

1. Purpose of the Agreement
2. Insured value

CHAPTER II

CONDITIONS OF ADMISSION

3. Conditions of weight and size
4. Articles subject to customs duty
5. Prohibitions
6. Treatment of items wrongly admitted

CHAPTER III

CHARGES AND FEES

7. Charges
8. Free postage
9. Import-export regulations and fees

CHAPTER IV

LIABILITY

10. Principles and extent of the liability of postal administrations
11. Non-liability of postal administrations
12. Sender's liability
13. Determination of liability between postal administrations
14. Possible recovery of the indemnity from the sender or the addressee

CHAPTER V

MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

15. Application of the Convention
16. Offices participating in the service
17. Conditions of approval of proposals concerning this Agreement and its Detailed Regulations
18. Entry into force and duration of the Agreement

INSURED LETTERS AND BOXES AGREEMENT

The undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of the member countries of the Union, having regard to Article 22, § 4 of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964,⁽¹⁾ have, by common consent and subject to Article 25, § 3, of the Constitution, drawn up the following Agreement.

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

Article 1

Purpose of the Agreement

1. Letters containing securities or valuable documents and boxes containing jewellery or other valuable articles may be exchanged between the contracting countries, with insurance of the contents for the value declared by the sender.

2. Insured letters may also contain articles other than securities or valuable documents in relations between countries whose postal administrations accept articles subject to customs duty in that category of item by virtue of Article 4.

3. These items, referred to by the name of “insured items”, shall include “insured letters” and “insured boxes”.

4. Participation in the exchange of insured boxes shall be restricted to those contracting countries which announce that they provide that service.

Article 2

Insured values

1. In principle, the amount of the insured value shall be unlimited.

2. Nevertheless, every Administration may limit the insured value, so far as it is concerned, to an amount which may not be less than 5,000 francs, or to the amount adopted in its internal service if that amount is less than 5,000 francs.

3. In the service between countries which have adopted different maxima, the lower limit shall be observed by both.

4. The insured value may not exceed the actual value of the contents of the item, but it shall be permissible to insure only part of that value; the amount of the insurance for papers whose value resides in the cost of their preparation may not exceed the cost of replacing the documents in case of loss.

(1) Treaty Series No. 70 (1966), Cmnd. 3141.

5. Fraudulent insurance for a value greater than the actual value of the contents of an item shall be liable to the legal proceedings prescribed by the legislation of the country of origin.

CHAPTER II

CONDITIONS OF ADMISSION

Article 3

Conditions of weight and size

1. Insured letters shall be subject to the conditions of weight and size applicable to ordinary letters.

2. Insured boxes shall not exceed 1 kilogramme in weight nor exceed 30 centimetres in length, 20 centimetres in breadth and 10 centimetres in depth.

3. Insured letters and boxes, the dimensions of which are smaller than the minima fixed for letters in Article 17, § 1 of the Convention, shall not be admitted.

Article 4

Articles subject to the customs duty

Insured items may contain articles subject to customs duty. However, the forwarding of such articles in insured letters shall be permitted only in relations with postal administrations which have announced their agreement in this respect.

Article 5

Prohibitions

1. The insertion in all insured items of the following articles shall be prohibited:

- (a) articles which, by their nature or their packing, may expose officials to danger, or soil or damage letter-post items or postal equipment;
- (b) opium, morphine, cocaine and other narcotics; however, this prohibition shall not apply to consignments in insured boxes sent for a medical or scientific purpose to countries which admit them on this condition;
- (c) live animals;
- (d) explosive, flammable or dangerous substances;
- (e) obscene or immoral articles;
- (f) articles of which the importation or the circulation is prohibited in the country of destination.

2. Subject to Articles 2 and 4, insured letters shall not contain coin, platinum, gold or silver, manufactured or not, precious stones, jewels and other valuable articles, nor articles subject to customs duty.

3. Insured boxes shall not contain:

- (a) documents having the character of current and personal correspondence. However, they may contain an open invoice reduced to its essential elements and one copy of the address on the box with a note of the sender's address;
- (b) bank notes, currency notes or securities of any kind payable to bearer.

Article 6

Treatment of items wrongly admitted

1. Any insured item which does not satisfy the provisions of Article 3 and which has been wrongly admitted shall be returned to the administration of origin; nevertheless the administration of destination shall be authorized to deliver it to the addressee, applying to it the charges and surcharges prescribed in Article 17, § 14 of the Convention.

2. Any insured item containing articles mentioned in Article 5, § 1, which has been wrongly admitted to the post shall be dealt with according to the legislation of the country of the administration establishing the presence of those articles; subject to Article 4, the same shall apply to insured letters containing articles subject to customs duty, with the exception of securities; however, insured items containing articles listed in Article 5, § 1, (b), (d) and (e), shall in no circumstances be forwarded to their destination, delivered to the addressees or returned to origin.

3. Any insured item containing articles the posting of which is prohibited by Article 5, §§ 2 and 3, (b), shall be returned to origin; if, however, the presence of such articles is established by the administration of destination only, that administration shall be authorized to deliver them to the addressees under the conditions prescribed by its regulations.

4. When a wrongly admitted insured item is neither returned to origin nor delivered to the addressee, the administration of origin shall be informed exactly how the item has been dealt with.

5. Insured boxes containing documents having the nature of current and personal correspondence shall be treated according to the legislation of the country whose administration establishes their presence. Nevertheless in the case of a single item of correspondence prohibited within the meaning of Article 5, § 3, (a), this correspondence shall be treated in the manner prescribed in Article 24 of the Convention and the insured box shall not be returned to origin on this account.

CHAPTER III
CHARGES AND FEES

Article 7

Charges

1. The following charges on insured letters and boxes shall be collected from the sender in advance:

- (a) postage charge;
- (b) fixed registration charge;
- (c) insurance charge.

2. The scale of those charges shall be as follows:

Type item	Postage charge	Fixed registration charge	Insurance charge
1	2	3	4
Letters	Charge calculated in accordance with the provisions of Article 17 of the Convention and as appropriate Article III of its Final Protocol	Charge fixed under Article 18, (1), of the Convention or under Article XVII of its Final Protocol	At most 50 centimes for each 200 francs of insured value or fraction thereof or ¼% of the scale of the insured value, whatever the country of destination, even in countries which undertake to cover risks of "force majeure" or up to the charge collected in the internal service, if that charge is higher
Boxes	20 centimes per 50 grammes with minimum of 1 franc		

3. Each country may increase by 60%, or reduce by 30%, at most, the basic postage charge and the minimum charge for insured boxes prescribed in § 2, in accordance with the scale of charges appearing in Article III, § 1, of the Final Protocol to the Convention.

4. In addition to the charges referred to in § 1, the charges resulting from the application of the provisions of the Convention by virtue of Article 15 of this Agreement may be collected on insured letters and boxes.

Article 8

Free postage

Insured letters on postal service exchanged either between postal administrations or between administrations and the International Bureau shall be exempted from all postal charges.

Article 9

Import-export regulations and fees

1. Insured boxes shall be subject to the legislation of the country of origin as regards export regulations and fees; they shall be subject to the legislation of the country of destination as regards import regulations and fees and customs control.

2. Fiscal fees and assay charges due on import shall be collected from the addressee at the time of delivery; if for any reason an insured box is redirected to another country participating in the service or returned to the office of origin, the fees and charges which cannot be cancelled on re-export shall be collected from the addressee or the sender.

CHAPTER IV

LIABILITY

Article 10

Principle and extent of liability of postal administrations

1. Postal administrations shall be liable for the loss of, theft from or damage to insured items, except as provided for in Article 11. Their liability shall be as binding for items conveyed *à découvert* as for those forwarded in closed mails.

2. The sender shall be entitled to an indemnity corresponding, in principle, to the actual amount of the loss, theft or damage; indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration. However, this indemnity may in no case exceed the amount of the insured value in gold francs. In case of redirection or return to origin by surface of an insured air item, liability shall be limited, for the second journey, to that applicable to items sent by that route.

3. Notwithstanding § 2, the addressee shall be entitled to the indemnity after delivery of a rifled or damaged insured item.

4. The indemnity shall be calculated according to the current price, converted into gold francs, of articles of value of the same kind, at the place and time at which they were accepted for conveyance; failing a current price, the indemnity shall be calculated according to the ordinary value of articles whose value is assessed on the same bases.

5. When an indemnity is due for the loss, total theft or total damage of an insured item, the sender, or, by application of § 3, the addressee, shall also be entitled to repayment of the charges and fees paid, with the exception of the insurance charge which shall be retained in every case by the administration of origin.

6. The sender may waive his rights as prescribed in § 2 in favour of the addressee. Conversely, the addressee may waive his rights as prescribed in § 3 in favour of the sender. The sender or the addressee may authorize a third party to receive the indemnity.

Article 11

Non-liability of postal administrations

1. Postal administrations shall cease to be liable for insured items which they have delivered according either to the conditions laid down in their internal regulations for items of the same kind, or those set out in Article 9 § 3 of the Convention; liability shall, however, be maintained:

- (a) when theft or damage is discovered either before delivery or at the time of delivery of the item or when, internal legislation permitting, the addressee, or the sender if it is returned to origin, makes reservations in taking delivery of a rifled or damaged item;
- (b) When the addressee or, in the case of return to origin, the sender, although having given a proper discharge, notifies the delivery administration without delay that he has found damage and furnishes proof that the theft or damage did not occur after delivery.

2. Postal administrations shall not be liable:

- (i) for the loss, theft or damage of insured items:
 - (a) in case of "*force majeure*". The administration in whose service the loss, theft or damage occurred shall decide according to the laws of its country, whether the loss, theft or damage was due to circumstances amounting to "*force majeure*"; these circumstances shall be communicated to the administration of the country of origin, if the latter administration so requests. Nevertheless, the administration of the dispatching country shall still be liable if it has undertaken to cover risks of "*force majeure*";
 - (b) when they cannot account for items owing to the destruction of official records by "*force majeure*" provided that proof of their liability has not been otherwise produced;
 - (c) when the damage has been caused by the fault or negligence of the sender or arises from the nature of the contents of the item;
 - (d) in the case of items whose contents fall within the prohibitions specified in Article 5, § 1, 2 and 3 (b), in so far as these items have been confiscated or destroyed by the competent authority because of their contents;
 - (e) in the case of items which have been fraudulently insured for a sum greater than the actual value of the contents;
 - (f) when the sender has made no inquiry within one year from the day after that on which the item was posted;
- (ii) for insured items seized under the legislation of the country of destination;
- (iii) in the case of sea or air conveyance when they have made it known that they are unable to accept liability for insured items on board the ships or

aircraft used by them; they, nevertheless, shall assume in respect of the transit of insured items in closed mails the liability which is laid down for registered items.

3. Postal administrations shall accept no liability for customs declarations in whatever form these are made, nor for decisions taken by the customs on examination of items submitted to customs control.

Article 12

Sender's liability

1. The sender of an insured item shall be liable, within the same limits as administrations themselves, for any damage caused to other postal items as a result of the dispatch of articles not acceptable for conveyance or by the non-observance of the conditions of acceptance provided that there has been no fault or negligence on the part of administrations or carriers.

2. The acceptance by the office of posting of such an insured item shall not relieve the sender of liability.

3. Where appropriate, the administration of origin shall take action against the sender.

Article 13

Determination of liability between postal administrations

1. Until the contrary is proved, liability shall rest with the postal administration which, having received the item without comment and being furnished with all the prescribed means of inquiry, cannot prove either delivery to the addressee or, where appropriate, correct transfer to another administration.

2. Until the contrary is proved, and subject to §§ 5, 8 and 9, an intermediate administration or administration of destination shall be relieved of all liability:

- (a) when it has observed the provisions of Article 108 of the Detailed Regulations, on individual inspection of insured items;
- (b) when it can prove that it was not informed of the inquiry until after the destruction of the official records relating to the item in question, the period of retention prescribed in Article 108 of the Detailed Regulations of the Convention having expired; this reservation shall not prejudice the rights of the applicant.

3. When the loss, theft or damage occurs in the service of an air carrier the administration of the country which collects the conveyance dues shall reimburse the administration of origin for the indemnity paid to the sender, subject to Article 1, § 3, of the Convention and § 6 of this article.

4. Until the contrary is proved an administration which has forwarded an insured item to another administration shall be relieved of all liability if the office of exchange to which the item has been consigned has not sent to the dispatching administration, by the first available mail after inspection, a report stating either that the whole packet of insured articles or the particular item is missing or has been tampered with.

5. If the loss, theft, or damage occurs in course of conveyance without it being possible to establish in which country's territory or service it happened, the administrations concerned shall bear the loss equally; if, however, the theft or damage has been established in the country of destination or, in the case of return to sender, in the country of origin, it shall be for the administration of that country to prove:

(a) that neither the packet, envelope or bag and its fastening, nor the wrapping and fastening of the item bore any apparent trace of theft or damage;

(b) that the weight established at the time of posting has not varied.

When such proof has been furnished by the administration of destination or of origin, as the case may be, none of the other administrations concerned may repudiate its share of liability on grounds that it handed over the item without the next administration having made any objection.

6. The liability of an administration towards other administrations shall in no case exceed the maximum insured value that it has adopted.

7. When an insured item has been lost, rifled or damaged as the result of "*force majeure*", the administration in whose territorial jurisdiction or services the loss, theft or damage occurred shall not be liable to the administration of origin unless the two administrations undertake to cover risks of "*force majeure*".

8. If the loss, theft or damage occurs in the territory or service of an intermediate administration whose country is not a party to this Agreement, or which has adopted a maximum lower than the amount of the loss, the administration or origin shall bear the loss not covered by the intermediate administration under § 6 of this Article and Article 1, § 3, of the Convention.

9. The rule laid down in § 8 shall also apply in case of sea or air conveyance if the loss, theft or damage occurs in the service of an administration belonging to a contracting country which does not accept liability (Article 11, § 2, (iii)).

10. Customs duty and other fees of which it has not been possible to secure cancellation shall be borne by the administrations liable for the loss, theft or damage.

11. An administration which has paid the indemnity shall take over the rights, up to the amount of the indemnity, of the person who has received it in any action which may be taken against the addressee, the sender or third parties.

Article 14

Possible recovery of the indemnity from the sender or the addressee

1. Article 46 of the Convention shall be applicable to insured items.
2. In the case of subsequent discovery of an item the contents of which are found to be of less value than the amount of the indemnity paid, the sender shall repay the amount of this indemnity against return of the item, without prejudice to the consequences of fraudulent insurance as mentioned in Article 2, § 5.

CHAPTER V

MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

Article 15

Application of the Convention

The Convention shall be applicable, where appropriate, by analogy, in all cases not expressly governed by this Agreement. However, notwithstanding Article 26 of the said Convention, the administration of destination may, where its regulations so provide, deliver by express an advice of arrival of the item and not the item itself.

Article 16

Offices participating in the service

Administrations shall take the necessary measures to provide, as far as possible, the insured letters and boxes service at every office in their countries.

Article 17

Conditions of approval of proposals concerning this Agreement and its Detailed Regulations

1. To become effective, proposals submitted to Congress relating to this Agreement and its Detailed Regulations must be approved by a majority of the member countries present and voting which are parties to the Agreement. Half of these member countries represented at Congress must be present at the time of voting.
2. To become effective, proposals introduced between two Congresses relating to this Agreement and its Detailed Regulations must obtain:
 - (a) unanimity of votes if they involve new provisions or amendments to Articles 1 to 8, 10 to 15, 17 and 18 of this Agreement, and to the Final Article of its Detailed Regulations;

- (b) two-thirds of the votes if they involve amendments of substance either to the provisions of this Agreement other than those of the Articles mentioned under (a) or to the provisions of Articles 101, § 2, 102 to 105, 106, §§ 2 to 5, 107 to 109 and 112, (f) and (g) of its Detailed Regulations;
- (c) a majority of the votes if they involve amendments to the other Articles of the Detailed Regulations or interpretation of the provisions of this Agreement, and its Detailed Regulations, except in the case of a dispute to be submitted to arbitration as provided for in Article 32 of the Constitution.

Article 18

Entry into force and duration of the Agreement

The present Agreement shall come into force on 1 July 1971 and shall remain in operation until the entry into force of the Acts of the next Congress.

In witness whereof, the Plenipotentiaries of the Governments of the Contracting Countries have signed this Agreement in a single original which shall be deposited in the Archives of the Government of the country in which the seat of the Union is situated. A copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at Tokyo, 14 November 1969.

Signatures

(The same as at pages 16 to 34)

[For ratifications etc. see page 79]

**DETAILED REGULATIONS
OF
THE INSURED LETTERS
AND
BOXES AGREEMENTS**

CONTENTS

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

Art.

101. Information to be supplied by postal administrations

CHAPTER II

CONDITIONS OF ADMISSION. POSTING

102. Make-up of items
103. Insured value
104. Customs declarations
105. Functions of the office of origin

CHAPTER III

EXCHANGE OF INSURED ITEMS

106. Routes and methods of transmission
107. Operations at the dispatching office of exchange
108. Operations at the receiving office of exchange or the office of destination
109. Delivery of a rifled or damaged insured item
110. Redirection. Undeliverable items

CHAPTER IV

MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

111. Alteration of address
112. Application of the Detailed Regulations of the Convention
113. Entry into force and duration of the Regulations

ANNEXES

Forms: see "List of forms"

DETAILED REGULATIONS OF THE INSURED LETTERS AND BOXES AGREEMENT

Having regard to Article 22, § 5, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964 the undersigned, on behalf of their respective postal administrations, have by common consent drawn up the following measures for the implementation of the Insured Letters and Boxes Agreement.

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

Article 101

Information to be supplied by administrations

1. The administrations of contracting countries which maintain direct exchanges shall communicate to one another, by means of tables in the form of the annexed specimen VD 1, information concerning the exchange of insured items.

2. At least three months before implementing the Agreement, administrations shall notify the other administrations, through the intermediary of the International Bureau of:

- (a) the scale of insurance charges applicable in their service to insured items in accordance with Article 7 of the Agreement;
- (b) the maximum amount up to which they admit insurance by surface and air routes;
- (c) the number of customs declarations required for insured boxes addressed to their country and for boxes in transit, and the languages in which those declarations shall be completed;
- (d) where necessary, a list of their offices which participate in the service;
- (e) where necessary, those of their regular sea or air services used for the conveyance of ordinary items by letter post which may be used, with a guarantee of liability, for the conveyance of insured items.

3. Any subsequent amendment shall be notified without delay.

CHAPTER II

CONDITIONS OF ADMISSION. POSTING

Article 102

Make-up of items

1. Insured letters shall fulfil the following conditions to be admitted to the post:

- (a) the envelopes shall be closed by means of identical fine wax seals, with

- spaces between, reproducing a private mark of the sender and affixed in sufficient number to secure all the folds of the envelope;
- (b) the envelopes shall be strong, made in one piece and shall permit the seals to adhere completely; the use of envelopes which are wholly transparent or which have a transparent panel and of envelopes with coloured borders shall be prohibited;
 - (c) the make-up shall be such that the contents cannot be tampered with without obvious damage to the envelope or the seals;
 - (d) the postage stamps representing the prepaid postage and the service labels shall be spaced out so that they cannot serve to hide damage to the envelope; they shall not be folded over the two sides of the envelope. It shall be forbidden to affix to insured letters labels other than those relating to the postal service.
2. Insured boxes shall fulfil the following conditions:
- (a) they shall be of wood or metal and sufficiently strong;
 - (b) the walls of wooden boxes shall have a minimum thickness of 8 millimetres;
 - (c) the top and bottom of the boxes shall be covered with white paper to take the address of the addressee, the declaration of the insured value and the impression of the official stamps; the boxes shall be tied round cross-wise with strong string without knots, the two ends being joined under a fine wax seal bearing a private mark of the sender; they shall be sealed on the four sides with seals identical with that mentioned above.
3. The following provisions shall apply to both insured letters and boxes:
- (a) the prepaid postage may be represented by the amount (in figures) of the sum collected, expressed in the currency of the country of origin, as, for example: "*Taxe perçue: fr. c.*" (Charge collected: fr. c.); this amount shall be written at the top right-hand corner of the address side and authenticated by an impression of the date-stamp of the office of origin;
 - (b) items addressed to initials or the address of which is shown in pencil and those which have erasures or corrections in their address shall not be admitted; such items which have been wrongly admitted shall be returned to the office of origin.

Article 103

Insured value

1. The insured value shall be expressed in the currency of the country of origin and written by the sender or his representative above the address of the item in words with Roman lettering and in Arabic figures, without erasure or alteration, even if certified; the amount of the insured value shall not be written in pencil or indelible pencil.
2. The amount of the insured value shall be converted into gold francs by the sender or by the office of origin. The result of the conversion shall be shown by

new figures placed at the side of or below those representing the amount of the insurance in the currency of the country of origin; this provision shall not apply to direct services between countries having a common currency. The amount in gold francs shall be underlined in coloured pencil.

3. When circumstances of any kind or statements made by the interested parties disclose a fraudulent insurance for a value greater than the actual value enclosed in a letter or a box, the administration of origin shall be advised as soon as possible, with any documents in support of the investigation.

Article 104

Customs declarations

1. In the services in which customs declarations are required, insured boxes shall be accompanied by the requisite number of duly completed C 2/CP 3 forms (annexed to the Detailed Regulations of the Convention). In addition only the upper part of the C 1 label shall be affixed to the item.

2. The C2/CP 3 customs declarations shall be securely attached to the outside of the item by a string tied cross-wise, or, if the administration of the country of destination so requests, inserted in the item itself. Exceptionally, the declarations may also be inserted in the item if the sender so prefers.

3. Insured letters which contain articles liable to customs duty shall be treated in accordance with the provisions of Article 116, §§ 1 and 2, of the Detailed Regulations of the Convention.

Article 105

Functions of the office of origin

1. Once the office of origin has accepted an insured item as eligible, it shall:

- (a) mark the exact weight in grammes on the item at the top left-hand corner of the address side;
- (b) add to the address side a stamp impression showing the office and date of posting;
- (c) affix a C 4 label showing, in Roman letters, the name of the office of posting and the serial number of the item;
- (d) affix a red label bearing in bold letters the words “*Valeur déclarée*” (Insured).

2. Administrations may replace the two labels prescribed in § 1 by a single red label in the form of the annexed specimen VD 2.

3. No serial number shall be placed on the front of insured items by the intermediate administrations.

CHAPTER III

EXCHANGE OF INSURED ITEMS

Article 106

Routes and methods of transmission

1. By means of the VD 1 tables received from the others concerned, each administration shall decide on the routes to be used for the transmission of its insured items.

2. The transmission of insured items between adjacent countries or between countries connected by a direct sea or air service shall be effected by the offices of exchange which the two administrations concerned appoint by mutual agreement.

3. In the relations between countries separated by one or more intermediate services, insured items shall follow the most direct route. Nevertheless, the administrations concerned may also arrange with one another to provide for transmission *à découvert* by circuitous routes where the transmission by the most direct route would not carry with it a guarantee of liability over the whole distance.

4. Subject to service requirements, items may be dispatched in closed mails or be handed over *à découvert* to the first intermediate administration if that administration is able to arrange for their transmission under the conditions prescribed in the VD 1 tables; nevertheless, each intermediate administration may, when it finds that the number of *à découvert* items is such as to hinder its work, insist that insured items be delivered to it in closed mails made up by the administration of origin for the offices of exchange of the country of destination.

5. Administrations of origin and destination may agree among themselves to exchange insured items in closed mails by means of the services of one or more intermediate countries whether these are parties to the Agreement or not. The intermediate administrations shall be advised in good time.

Article 107

Operations at the dispatching office of exchange

1. The dispatching office of exchange shall enter the insured items on special dispatch lists in the form of the annexed specimen VD 3 with all the details for which the form provides; the word "*Exprès*" (Express) shall be marked in the "Observations" column against the entries for items for delivery by express.

2. Insured items shall be made up with the dispatch list or lists into one or more special packets tied to one another, wrapped in strong paper, tied on the outside and sealed with fine wax on every fold by means of the seal of the dispatching office of exchange; these packets shall be endorsed "*Valeurs déclarées*" (Insured items), "*Lettres avec valeur déclarée*" (Insured letters), or "*Boîtes avec valeur déclarée*" (Insured boxes), as the case may be.

3. Instead of being made up in a packet, the insured letters may be placed in a strong paper envelope, closed by means of wax seals.

4. The packets or envelopes of insured items may also be closed by means of gummed seals bearing the printed indication of the administration of origin of the mail, unless the administration of destination of the mail requires that they shall be sealed with wax or lead. An impression of the date-stamp of the dispatching office shall be added to the gummed seal in such a way that it appears partly on the seal and partly on the wrapping.

5. If their number or volume makes it necessary insured items may be enclosed in a bag suitably closed and sealed with wax or lead.

6. The presence of envelopes, packets or bags of insured items shall be recorded in table III of the C 12 letter bill (annexed to the Detailed Regulations of the Convention); when the mail does not contain envelopes, packets or bags of insured items the indication “*Néant*” (Nil) shall be entered in that table.

7. The packet, envelope or bag of insured items shall be enclosed in the packet or bag containing registered items or, failing those, in the packet or bag which would normally contain registered items; when the registered items are enclosed in more than one bag, the packet, envelope or bag of insured items shall be placed in the bag to the neck of which the special envelope containing the letter bill is attached.

8. When one of two corresponding administrations expressly requests it, the insured boxes shall be entered on separate VD 3 forms and dispatched in a separate packet or bag.

Article 108

Operations at the receiving office of exchange or the office of destination

1. On receipt of a packet, envelope or bag containing insured items, the office of exchange shall:

- (a) satisfy itself that there is no irregularity in the external condition of the packet, envelope or bag and that it has been made up in accordance with Article 107;
- (b) check the number of insured items and inspect each item individually;
- (c) amend or send on the dispatch lists in accordance with Article 152, §§ 2 to 10, of the Detailed Regulations of the Convention, relating to registered items.

2. Irregularities shall immediately be made the subject of reservations to the transferring service.

3. Notification of a missing item, alteration or any other irregularity for which administrations may be liable shall be made by means of a formal report in the form of the annexed specimen VD 4. This report, accompanied, unless this is

impossible for a stated reason, by the complete packing (bag, envelope, string and seals or leads) of all the inner and outer packets or bags in which the insured items were enclosed, shall be sent under registered cover to the central administration of the country to which the dispatching office of exchange belongs independently of the verification note which shall be sent to that office immediately. A duplicate of the report shall be sent at the same time either to the central administration to which the receiving office of exchange belongs or to any other controlling authority appointed by that administration.

4. Without prejudice to the application of the provisions of § 3, the office of exchange which receives from a corresponding office a damaged or an insufficiently packed item shall send it on after observing the following rules:

- (a) if it is a matter of slight damage or of partial destruction of the seals it is sufficient to re-seal the item to safeguard the contents, on condition, however, that it is obvious that the contents are not damaged nor, according to a check of the weight, short. The existing seals shall be preserved; if necessary, the items shall be repacked, retaining the original packing as far as possible;
- (b) if the state of the item is such that the contents of the item could have been removed, the office shall automatically open it and check the contents; the result of this check shall be given in a formal VD 4 report a copy of which shall be attached to the item; the item shall be repacked;
- (c) in all these cases, the weight of the item on arrival and the weight after repacking shall be checked and noted on the cover; this note shall be followed by the words "*Cacheté d'office à . . .*" (Sealed at . . .) or "*Remballé à . . .*" (Repacked at . . .), by an impression of the date-stamp and by the signature of the officials who have affixed the seals or done the repacking.

5. Every unpaid or underpaid insured item shall be delivered to the addressee without charge, except in the case provided for in Article 28, § 8, of the Convention; the irregularity shall, however, be reported to the office of origin of the item by verification note.

6. The office of destination shall apply to the back of each insured item an impression of its stamp showing the date of receipt.

Article 109

Delivery of a rifled or damaged insured item

1. In the cases specified in Article 11, § 1, (a) and (b), of the Agreement, the delivering office shall prepare a VD 4 report on the joint inspection in triplicate and have it countersigned, whenever possible, by the addressee. The first copy shall be handed over to the addressee or, if the item is refused, attached to it; the second copy shall be dealt with in accordance with the regulations of the administration which prepared the report; the third copy shall be sent to the outward office of exchange or if the item is redirected, to the exchange office of the administration of destination.

2. If the item is delivered, the copy of the VD 4 report prepared in accordance with Article 108, § 4, (b), shall be attached to the item and dealt with in accordance with the regulations of the country of destination: if the item is refused, the said copy shall remain attached to the item.

3. When internal regulations so require, an item subjected to the treatment specified in § 1 shall be returned to the sender if the addressee refuses to countersign the VD 4 report.

Article 110

Redirection. Undeliverable items

1. Any insured item, the addressee of which has left for a country which is not a party to the present Agreement, shall be sent back forthwith to the administration of origin for return to the sender, unless the administration of the first destination is able to arrange for its delivery to the addressee.

2. Insured items which have not been delivered shall be sent back as soon as possible, and at the latest within the periods fixed by Article 28 of the Convention; these items shall be entered on the VD 3 list and included in the packet, envelope or bag labelled "*Valeurs déclarées*" (Insured items).

3. The customs duty and other charges of which it has not been possible to secure cancellation on redirection or on return to origin shall be collected from the administration of the new destination under the conditions laid down in Article 138, § 8, of the Detailed Regulations of the Convention.

CHAPTER IV

MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

Article 111

Alteration of address

1. Any request for alteration of address sent by telegraph shall be confirmed by post, by the first mail, as prescribed in Article 141, § 1, (a), of the Detailed Regulations of the Convention: the C 7 form referred to in that article shall then bear at the head, in bold letters, the note "*Confirmation de la demande télégraphique du . . .*" (Confirmation of the telegraphic request dated . . .); pending this confirmation the office of destination shall merely retain the item.

2. However, the administration of destination may, on its own responsibility, act on the telegraphic request without waiting for confirmation by post.

Article 112

Application of the Detailed Regulations of the Convention

As regards everything not expressly provided for in these Detailed Regulations, the provisions of the Detailed Regulations of the Convention and in particular the following articles, shall apply to insured items:

- (a) Articles 117 and 137: Items for delivery free of charges;
- (b) Articles 131 and 132: Advice of delivery;
- (c) Article 133: Delivery to addressee in person;
- (d) Articles 135 and 149: Express items;
- (e) Articles 141 and 142: Withdrawal from the post. Alteration of address, supplemented by Article 111 of these Detailed Regulations;
- (f) Articles 144 to 146: Inquiries and requests for information;
- (g) Articles 159 to 171: Transit charges;
- (h) Article 176: Settlement of accounts relating to items for delivery free of charges and fees; however, administrations which announce that they are unable to adhere to the method of settlement prescribed in that Article shall indicate the arrangements which they wish to adopt.

Article 113

Entry into force and duration of the Regulations

1. These Regulations shall come into force on the day on which the Agreement concerning Insured Letters and Boxes comes into operation.

2. They shall have the same duration as that Agreement, unless renewed by common consent between the parties concerned.

Done at Tokyo, 14 November 1969.

Signatures

(The same as at pages 16 to 34)

LIST OF FORMS

No.	Title or nature of form	References
1 VD 1 VD 2 VD 3 VD 4	2 Table VD 1. "V" label combined with the name of the office of origin and the registration number of the item Dispatch list for insured letters and boxes Report concerning the loss of/theft from/damage to or other irregularities in respect of an insured letter/box	3 Art. 101, § 1 Art. 105, § 2 Art. 107, § 1 Art. 108, § 3

Postal administration

VD 1

TABLE VD 1

Countries for which the above-mentioned administration accepts insured letters and boxes in transit on the conditions given below.

Serial number	Country of destination	Routes	Intermediate countries and sea services to be used	Limit of insured value	Admission of insured boxes	No. of customs declarations to be attached to boxes	Observations
1	2	3	4	5	6	7	8

VD 2



Insured Letters and Boxes, Tokyo 1969, Art. 105, § 2—Size: 37 x 13 mm, colour: red

Dispatching administration

VD 3

Dispatching office of exchange

DISPATCH LIST
Insured letters and boxes

Office of exchange of destination	Date of dispatch	Time
	No. of dispatch list	
	Mail No	

Number		Office of origin	Place of destination	Amount of insured value	Observations
Serial	of the mail				
1	2	3	4	5	6
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					

Stamp of dispatching office of exchange
Signature of officials



Stamp of office of exchange of destination
Signature of officials



Postal administration

REPORT
Insured letter or box

VD 4 (Front)

To be sent by registered post	
Office preparing the report	Date Reference
Reason for report	<input type="checkbox"/> Loss <input type="checkbox"/> Theft <input type="checkbox"/> Damage <input type="checkbox"/> Irregularities
Nature of item	<input type="checkbox"/> Letter <input type="checkbox"/> Box
Posting of item	Office Date Number
Sender	Name and full address
Addressee	Name and full address
Special particulars	Insured value
	COB amount and currency
	Other particulars
Weight	shown observed
Packing	Description
	Number of seals
	Private mark or seals
	The packing should be regarded as <input type="checkbox"/> regulation <input type="checkbox"/> non-regulation
Mail in which the item was sent	Number Date of dispatch time
	Dispatching office
	Date of arrival time
	Office of destination
	The item was contained in an <input type="checkbox"/> inner bag <input type="checkbox"/> outer bag
	The fastening (lead seal) of the bag was <input type="checkbox"/> intact <input type="checkbox"/> not intact
Method of conveyance	<input type="checkbox"/> Travelling post office Name or number
	<input type="checkbox"/> Railway van
	<input type="checkbox"/> Ship
	<input type="checkbox"/> Flight

VD 4 (back)

<p>Contents</p>	<p> <input type="checkbox"/> From the invoice <input type="checkbox"/> From the customs declaration <input type="checkbox"/> According to the addressee or the sender </p> <p> The contents have been examined in the presence of: </p> <p> <input type="checkbox"/> the addressee <input type="checkbox"/> the sender </p> <p> Contents established on examination </p> <p> Contents missing </p>
<p>Estimate of loss</p>	<p> <input type="checkbox"/> According to the addressee The loss is estimated at the amount of </p> <p> <input type="checkbox"/> According to the sender </p>
<p>Cause</p>	<p>The loss is due to</p>
<p>Subsequent treatment of the item</p>	<p> <input type="checkbox"/> After re-packing and weighing the item has been forwarded to its destination New weight </p> <p> <input type="checkbox"/> The contents have been destroyed by the undersigned office </p> <p> <input type="checkbox"/> The packing is held here </p> <p> <input type="checkbox"/> The addressee refuses the item <input type="checkbox"/> The sender refuses the item </p> <p> <input type="checkbox"/> The addressee has accepted the item <input type="checkbox"/> The sender has accepted the item </p> <p> Amount of indemnity claimed </p>
<p>Annexes to the report</p>	<p> <input type="checkbox"/> Packing <input type="checkbox"/> Receiptacle <input type="checkbox"/> String </p> <p> <input type="checkbox"/> Seals <input type="checkbox"/> Lead seals <input type="checkbox"/> Label </p>
<p>Signature of addressee or sender</p>	
<p>Attestation. In witness whereof we have drawn up this report a duplicate of which has been sent to the authority indicated below.</p>	
<p>Authority of destination</p>	
<p>Stamp of the reporting office and date Signature of the postal officials</p>	

RATIFICATIONS AND APPROVALS OF THE
INSURED LETTERS AND BOXES AGREEMENT

<i>State</i>	<i>Date of Deposit of Instrument</i>
Austria (R)	27 Aug. 1971
Belgium (A)	21 May 1971
Chad (R)	6 Jan. 1972
Chile (R)	20 Sept. 1972
*China, Republic of (R)	3 Feb. 1972
Cyprus (A)	28 Sept. 1972
Denmark (R)	17 Feb. 1971
Finland (R)	21 July 1972
France (A)	18 Feb. 1971
Ensemble of Territories represented by the French Office of Overseas Post and Telecommunications (A)	18 Feb. 1971
Gabon (R)	23 Nov. 1972
Germany, Federal Republic of (including Land Berlin) (R)	5 Oct. 1971
Greece (R)	31 May 1972
Iceland (R)	29 Mar. 1971
India (A)	17 Nov. 1972
Iraq (R)	4 Nov. 1971
Ireland, Republic of (R)	30 June 1971
Italy (R)	30 Aug. 1972
Japan (A)	8 June 1971
Khmer Republic (formerly Cambodia) (R)	3 Aug. 1972
Kuwait (R)	26 May 1972
Laos (A)	15 Oct. 1971
Liechtenstein (R)	5 Nov. 1971
Luxembourg (R)	6 Aug. 1971
Mali (R)	18 Aug. 1972
Monaco (R)	14 July 1971
Netherlands (R)	7 Sept. 1971
Netherlands Antilles and Surinam (R)	7 Sept. 1971
New Zealand (including Cook Islands, Niue and Tokelau Islands) (A)	12 Nov. 1971
Niger (A)	21 June 1971
Pakistan (A)	10 Oct. 1972
Portugal (A)	15 Oct. 1971
Portuguese Provinces in West Africa (A)	24 Oct. 1972
Portuguese Provinces in East Africa, Asia and Oceania (A)	21 Sept. 1972
San Marino (A)	1 July 1971
Singapore (A)	19 Jan. 1972
Sweden (R)	1 Oct. 1971
Switzerland (R)	23 Mar. 1971
Syrian Arab Republic (R)	15 Sept. 1971
Thailand (A)	24 Mar. 1971

* Not recognized by the United Kingdom.

<i>State</i>	<i>Date of Deposit of Instrument</i>
Togo (R)	15 Dec. 1971
Tunisia (R) (with reservation) ¹	16 Nov. 1971
United Arab Republic (R)	3 June 1971
United Kingdom (including the Channel Islands and the Isle of Man) (A)	30 June 1972
Overseas Territories for whose international relations the Government of the United Kingdom are responsible (A)	30 June 1972
Upper Volta (A)	29 May 1971
Yugoslavia (R)	10 Sept. 1971

ACCESSIONS

Fiji	14 Aug. 1972
Oman	28 Dec. 1971
Somalia	9 Dec. 1971
Swaziland	8 June 1971
Tonga	26 Jan. 1972 (effective date)
Yemen, Democratic People's Republic	20 Apr. 1971

¹ By the terms of their instrument, the Government of Tunisia ratified subject to the reservation that:

(translation) . . . the postal items and transfers be subject to the regulation of exchanges.